

Communiqué

# **COP24, Katowice (Pologne) : A l'urgence climatique, les Etats répondent par un désengagement coupable**

dimanche 16 décembre 2018, par [Attac France](#), [COMBES Maxime](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2018).

**La COP24 à Katowice (Pologne) ne déroge malheureusement pas à la règle : après 25 ans, les négociations climatiques internationales ne sont pas à la hauteur des enjeux. Plus qu'informées sur l'urgence et la gravité de la situation, les classes dirigeantes de la planète sont toujours opposées à engager la transformation d'un système économique et financier injuste et insoutenable, préférant se désengager et laisser les clés aux marchés et acteurs économiques. Attac France appelle au contraire à un sursaut politique pour enterrer les politiques économiques qui ne sont ni climato-compatibles ni justes socialement.**

Il serait trop facile d'accuser l'incurie de la présidence polonaise, la nocivité des manœuvres des États-Unis ou l'intransigeance climaticide des pays pétroliers pour expliquer pourquoi les négociations climatiques internationales nous conduisent vers un réchauffement climatique supérieur à 3°C. Il faudrait à minima y ajouter la passivité irresponsable de la très grande majorité des États qui, alors que les scientifiques empilent des rapports tout aussi alarmants les uns que les autres, se complaisent dans une inertie coupable.

Dans une classe de cancre, il n'en est pas un pour sauver l'autre. Récemment nommé par effraction « Champion de la Terre », Emmanuel Macron est désormais silencieux et refuse de changer de cap alors que les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 3% en 2017 en France. Il a de plus validé que la France est tout simplement absente de cette fin de COP : son ministre de la transition écologique, François de Rugy, a en effet préféré rencontrer à Paris le principal lobby de l'automobile plutôt que ferrailer à Katowice pour donner plus d'ambition aux maigres résultats d'une COP24 une fois de plus décevante.

Quant à l'Union européenne, elle ne cesse d'approfondir le schisme de réalité existant entre son prétendu engagement en faveur du climat et sa détermination sans faille en faveur de la globalisation économique et financière qui pourtant aggrave la crise écologique et retarde la transition. Le Parlement européen a coup sur coup voté en faveur du JEFTA, ce nouvel accord de libéralisation du commerce entre l'UE et le Japon qui n'est pas climato-compatible, et approuvé le financement de nouvelles infrastructures liées aux énergies fossiles pour la période 2021-2026.

« Il ne s'agit pas de faire de notre mieux, il s'agit de faire ce qui est requis »

Cette sentence de Winston Churchill n'a jamais été si appropriée qu'aujourd'hui. A force de célébrer l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris et de s'apitoyer sur l'élection de Donald Trump - et désormais Bolsonaro - les décideurs politiques ont substitué de l'incertitude et du désarroi à un enthousiasme exagéré : de sérieuses menaces pèsent désormais sur l'avenir et le contenu des

politiques climatiques internationales et sur la possibilité de contenir le réchauffement en deçà de 1,5 ou 2 °C. Alors que les émissions de gaz à effet de serre et les investissements mondiaux dans les énergies fossiles sont à la hausse, les États et les pouvoirs publics ne cessent de se désengager et de transférer la charge de l'action aux marchés et acteurs privés.

Confierait-on la lutte contre la délinquance routière aux chauffards ? La lutte contre le tabagisme aux cigarettiers ? Non. C'est pourtant ce qui est fait en matière de climat où les multinationales du charbon, du gaz et du pétrole, les banques et assurances qui les financent, les constructeurs automobiles, cimentiers et industriels de la chimie interviennent directement pour tuer dans l'œuf toute politique climatique ambitieuse : depuis la signature de l'accord de Paris, 90 % des 200 plus grandes entreprises de la planète ont mené des actions de lobbying en ce sens, en toute impunité. Au principe « pollueur écouté, pollueur exaucé », n'est-il pas temps de substituer le principe du « pollueur régulé - pollueur désarmé » [voir article ci-dessous] ?

Attac France en appelle donc à un urgent et nécessaire sursaut politique. Il est temps d'arrêter de faire comme si les politiques économiques néolibérales et productivistes, injustes et insoutenables, pouvaient résoudre la crise climatique qu'elles nourrissent inlassablement. Contrairement à ce qui est aujourd'hui énoncé, ce n'est pas l'objectif des 1,5°C ou 2°C qu'il faut enterrer mais bien les politiques économiques qui nous en éloignent de manière irréversible.

## **Attac France**



---

## **COP24 : Ecartons les pollueurs des négociations et politiques climatiques**

Depuis la signature de l'accord de Paris en décembre 2015, 90% des 200 plus grandes multinationales de la planète ont mené des actions de lobbying contre les politiques climatiques. Y compris en France où les lobbys industriels et énergétiques ont obtenu une Loi Hulot sur les hydrocarbures moins ambitieuse qu'annoncée, et une programmation pluriannuelle de l'énergie qui repousse à plus tard ce qu'il faudrait faire aujourd'hui. Face à cela, nous avons une proposition : que les lobbys industriels et des énergies fossiles soient exclus de tous les espaces de négociation et de décision sur les enjeux climatiques.

Confierait-on la lutte contre le tabagisme aux cigarettiers ? Celle contre la délinquance routière aux chauffards ? Non. C'est pourtant en partie ce qui est fait en matière de lutte contre les dérèglements climatiques. Les multinationales du charbon, du gaz et du pétrole, les banques et les assurances qui les financent, les constructeurs automobiles, les cimentiers et les industriels de la chimie bénéficient pleinement d'un principe trop mal connu : « pollueur écouté, pollueur exaucé ».

Certains de ces principaux pollueurs de la planète sont ainsi régulièrement sponsors des COP, ces conférences internationales sur le climat, dont la 24<sup>e</sup> édition s'est ouverte à Katowice, en Pologne, le 2 décembre. Jastrzebska Coal Company (JSW), premier producteur de coke (charbon) de l'Union

européenne, est ainsi le plus important partenaire officiel de la COP 24, aux côtés par exemple de PGE et de Tauron, producteurs d'électricité à base de charbon et de gaz.

Même si c'est la troisième fois en dix ans (après Poznan en 2008 et Varsovie en 2012), il serait trop facile d'incriminer la seule Pologne : Engie, Renault-Nissan, Suez, BNP-Paribas, Air France, EDF, parmi les multinationales françaises les plus polluantes, ne faisaient-elles pas partie des 56 sponsors privés choisis pour financer la COP 21 en 2015 à Paris (1) ?

Ce sponsoring n'est néanmoins que la face émergée de l'emprise qu'exercent les plus grands pollueurs de la planète sur les politiques climatiques. Alors que près de 70 % des émissions de gaz à effet de serre relâchées depuis 1988 sont de la responsabilité d'une centaine d'entreprises sur la planète (2), ces pollueurs disposent en effet d'un statut d'observateurs dans les COP qui leur permet d'être au plus près des négociations officielles.

À la COP 24, Chevron, Shell et le lobby européen du gaz (Total, Engie, etc.) disposent ainsi, via l'Association internationale des marchés carbone (IETA en anglais), d'un immense espace d'activités leur permettant de présenter leurs technologies industrielles - inefficaces et dangereuses par ailleurs - et les marchés carbone - défaillants - comme des instruments suffisants pour faire face au défi climatique. Résultat ? En plus de vingt-cinq ans de négociations, aucun État, aucune institution internationale n'a jamais proposé de limiter la production de charbon, de gaz ou de pétrole, et il n'a jamais été possible de définir des mécanismes visant à réduire l'exploitation des énergies fossiles. Par leur présence et leur lobbying, les industries les plus polluantes repoussent aux calendes grecques toute régulation contraignante pouvant restreindre de quelque manière que ce soit leurs activités.

Ce travail de sape ne se limite pas au moment des COP. Depuis la signature de l'accord de Paris en décembre 2015, 90 % des plus grandes entreprises de la planète ont mené des actions de lobbying pour s'opposer à la mise en œuvre de politiques climatiques plus ambitieuses (3). Les multinationales européennes Total, Bayer, BASF, Arcelor et Glencore font partie des plus mal notées, en compagnie de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, du Medef ou encore de BusinessEurope, qui ne cesse de faire pression pour vider de sa substance toute ambition climatique européenne (4). Ce lobbying derrière portes closes s'accompagne en général de grands efforts de communication pour tenter de verdir leur image. Écoblanchiment et lobbying vont en effet de pair. Désarmer la critique du public d'un côté et obtenir la mansuétude des pouvoirs publics de l'autre sont les deux faces d'une même stratégie visant à éloigner toute velléité de régulations contraignantes sur leurs activités polluantes.

L'industrie du tabac et ses lobbys sont désormais interdits des enceintes où se discutent les politiques internationales de lutte contre le tabagisme. Pourquoi n'en serait-il pas de même en matière de climat ? C'est ce que demandent de nombreuses organisations de la société civile : l'Union européenne, et la France en particulier, serait honorée de soutenir cette proposition et, mieux encore, de la mettre en pratique. Il y va de l'intérêt général et de la capacité à prendre des décisions qui, par définition, doivent bousculer les intérêts des principaux responsables de l'aggravation de la crise écologique. Pour qu'au principe du « pollueur écouté, pollueur exaucé » se substitue le principe du « pollueur écarté, pollueur régulé (5) ».

**Maxime Combes**, auteur de « Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition »

Notes :

(1) « [Sponsors de la COP 21 : qui a donné quoi ?](#) »

(2) « [The Carbon Majors Database : CDP Carbon Majors Report 2017](#) »

(3) [InfluenceMap.org](#)

(4) « [Le Medef européen prépare le sabotage des objectifs climatiques européens](#) »

(5) « Open letter : EU must back efforts to tackle vested interests at UN climate talks »

• Tribune initialement publiée dans le numéro n°1530 de *Politis* :

<https://www.politis.fr/articles/2018/12/du-pollueur-ecoute-au-pollueur-regule-39702/>

[Attac, 13 décembre 2018](#)

---